

Le DROIT OUVRIER

DROIT DU TRAVAIL - PRUD'HOMIE - SÉCURITÉ SOCIALE

Sommaire

DOCTRINE

Hervé Guichaoua : La frontière entre l'activité professionnelle et le bénévolat.

Mireille Poirier : A propos de la retranscription gouvernementale de l'ANI du 11 janvier 2013 : « sécurisation de l'emploi » ou « sécurisation des décisions patronales » ?

Mireille Poirier : Négociation collective : arrêter le massacre.
Deuxième partie : La négociation collective vecteur d'altérations en droit du travail.

JURISPRUDENCE

Voir notamment

Co-emploi : la triple confusion caractérisée entre sociétés « sœurs ».

Conseil de prud'hommes de Paris (Ind. – Dép.) 25 octobre 2012 – Note Pierre-François Legrand (p. 270)

La lettre d'observation de l'Inspection du travail à une entreprise constitue un document communicable aux salariés.

Commission d'accès aux documents administratifs, Avis du 10 janvier 2013 – Note Jacques Dechoz et Lydia Saouli (p. 276)

Le périmètre de désignation des délégués syndicaux, influence des accords collectifs et contrôle du juge sur les conditions d'existence d'un établissement adéquat.

Cour de cassation (Ch. Soc.) 14 novembre 2012 (deux esp.) – Note Pascal Rennes (p. 282)

Droit à la preuve et mesures d'instruction.

Cour de cassation (Ch. Soc.) 19 décembre 2012 ; Cour d'appel de Paris (P. 1 – ch. 3) 4 septembre 2012 – Note Sylvie Mazardo et Paul Riandey (p. 287)

CHRONIQUES JURISPRUDENTIELLES

Procédure prud'homale par Daniel Boulmier.



AVRIL 2013

Doctrine :

La frontière entre l'activité professionnelle et le bénévolat par **Hervé Guichaoua**, Directeur du travail 229

A propos de la retranscription gouvernementale de l'ANI du 11 janvier 2013 : « sécurisation de l'emploi » ou « sécurisation des décisions patronales » ? par **Mireille Poirier**, Maître de conférences à l'Université Montesquieu-Bordeaux IV 240

Négociation collective : arrêter le massacre
Deuxième partie : **La négociation collective vecteur d'altérations en droit du travail** par **Mireille Poirier**, Maître de conférences à l'Université Montesquieu-Bordeaux IV 250

Jurisprudence :

ACCIDENT DU TRAVAIL – Faute inexcusable de l'employeur – Accident cardio-vasculaire – Obligation de sécurité de résultat de l'employeur – Risques psychosociaux – Surcharge de travail.
COUR DE CASSATION (2^e Ch. civ.) 8 novembre 2012 263
Note **Arnaud Olivier**, Avocat au Barreau de Paris 264

COMITE D'ENTREPRISE – Attributions économiques – Consultation – Arrêt temporaire d'exploitation – Transmission de l'avis du CHSCT – Condition de régularité de la consultation.
1) TRIBUNAL DE GRANDE INSTANCE de NANCY (Ch. 9 - référé) 2 novembre 2012 266
2) COUR D'APPEL DE NANCY (1^{ère} Ch. civ.) 27 novembre 2012 267
Note **Daniel Boulmier**, Maître de conférences, Institut Régional du Travail – Université de Lorraine 267

CONTRAT À DURÉE DÉTERMINÉE – Temps partiel – Requalifications – Effet – Alternance de périodes travaillées et non travaillées – Paiement des salaires (oui) – Déduction des autres revenus perçus (non).
COUR DE CASSATION (Ch. Soc.) 17 octobre 2012 268
Note **Jean Louis Borie**, Avocat au Barreau de Clermont-Ferrand 269

CONTRAT DE TRAVAIL – Co-emploi – Confusion d'intérêts, d'activité et de direction – Caractérisation – Confusion établie entre sociétés « sœurs » – Licenciement économique privé de cause réelle et sérieuse – PSE insuffisant.
CONSEIL DE PRUD'HOMMES DE PARIS (Industrie – Départage) 25 octobre 2012 270
Note **Pierre-François Legrand**, Doctorant à l'Université Paris-1 Panthéon-Sorbonne 274

CONTRAT DE TRAVAIL – Exécution – Pouvoir de l'employeur – Fouille des effets personnels du salarié hors sa présence – Clé USB.
COUR DE CASSATION (Ch. Soc.) 12 février 2013 275
Note **C. S.** 275

INSPECTION DU TRAVAIL – Lettre d'observation adressée à une entreprise – Demande d'un salarié d'en obtenir copie – Loi sur la transparence administrative – Caractère communicable (oui).
COMMISSION D'ACCÈS AUX DOCUMENTS ADMINISTRATIFS 10 janvier 2013 276
Note **Jacques Dechoz** et **Lydia Saouli**, Inspecteurs du travail 276

SANTE AU TRAVAIL – Organisation du travail – Rémunération variable assise sur une mise en concurrence des salariés (*benchmark*) – Risques psychosociaux – Absence de mesures de prévention – Interdiction de mise en œuvre.
TRIBUNAL DE GRANDE INSTANCE DE LYON (1^{ère} Ch. sect. 2) 4 septembre 2012 279
Note 282

SYNDICAT PROFESSIONNEL – Délégué syndical – Périmètre de désignation – Accords collectifs prévoyant un cadre plus

restreint que celui du comité d'établissement – Validité des désignations – Obligation pour le juge de vérifier l'existence d'une collectivité de travailleurs et d'intérêts communs (deux espèces) – Accord d'entreprise – Entreprise ayant un comité d'entreprise unique (première espèce) – Convention collective – Disposition plus favorable (deuxième espèce).

Première espèce : COUR DE CASSATION (Ch. Soc.) 14 novembre 2012	282
Deuxième espèce : COUR DE CASSATION (Ch. Soc.) 14 novembre 2012	283
Note Pascal Rennes	284

TRIBUNAUX – Mesures d'instruction in futurum art. 145 CPC – Contribution à l'établissement de la preuve (deux espèces) – Conseil de prud'hommes – Pouvoirs de la formation de référé – Violation de l'obligation d'égalité de traitement (première espèce) – Motif légitime – Respect de la vie personnel et du secret des affaires – Obstacles (non) – Activité déficitaire – Filialisation – Cession – Procédure collective – Faute du cédant – Appréciation – Expertise économique – Portée – Évaluation de la crédibilité de la poursuite de l'activité (deuxième espèce).

Première espèce : COUR DE CASSATION (Ch. Soc.) 19 décembre 2012	287
Deuxième espèce : COUR D'APPEL DE PARIS (Pôle 1 - Chambre 3) 4 septembre 2012	287
Note Sylvie Mazardo et Paul Riandey , Avocats au Barreau d'Orléans	290

Chroniques jurisprudentielles :

PROCÉDURE PRUD'HOMALE par Daniel Boulmier , Maître de conférences, Institut Régional du Travail, Université de Lorraine.....	295
--	-----

CONTRAT DE TRAVAIL – Compensation salariale – Unicité de l'instance – Compensation légale – Régularisation de congés payés – Demande en justice (non) – Principe de l'unicité de l'instance (non)

COUR DE CASSATION (Ch. Soc.) 18 décembre 2012	295
Note	295

PREUVE – Conversation téléphonique – Message laissé sur une boîte vocale – Transcription par huissier – Procédé déloyal (non) – Recevabilité de la preuve (oui) – Licenciement – Caractère verbal – Absence de cause réelle et sérieuse.

COUR DE CASSATION (Ch. Soc.) 6 février 2013	296
Note	297



RPDS 815 – MARS 2013

Au sommaire :

Dossier :

**Représentants du personnel
Statut protecteur : pour qui et dans quels cas ?**

Le droit et les juges : **La rupture conventionnelle devant les juges**

Fiche pratique : **La saisie des rémunérations (barème 2013)**

L'actualité juridique : **summaries de jurisprudence commentés**

Pour les lecteurs non abonnés à la RPDS, commande à NSA La Vie Ouvrière, BP 88, 27190 Conches en Ouche. Prix du numéro : 7,50 euros (+ forfait de 3 euros par envoi). Abonnement : 79 euros par an uniquement à RPDS, 263, rue de Paris, case 600, 93516 Montreuil cedex. Commandes et abonnement en ligne sur notre site Internet www.nvo.fr ou www.lecodedutravail.fr

Connectez-vous au site du Droit Ouvrier, vous y trouverez de nombreux renseignements utiles : articles en libre consultation, annonces de colloques et débats, etc.

<http://sites.google.com/site/droitouvrier>